SÃ©minaire de formation sur la lutte contre le trafic de piÃ¨ces archÃ©ologiques

OrganisÃ© par le ministÃ¨re de la Culture et la direction gÃ©nÃ©rale de la SÃ»retÃ© nationale
Par : Hassan Gherab. La Tribune (03/12/2007)

OrganisÃ© par le ministÃ¨re de la Culture et la direction gÃ©nÃ©rale de la SÃ»retÃ© nationale

Par : Hassan Gherab. La Tribune (03/12/2007)

Avec pour thÃ¨me Â«la lutte contre le trafic illicite du patrimoine culturel nationalÂ», cette formation de 30 jours est destinÃ©e aux cellules spÃ©cialisÃ©es de la police judiciaire et de la police des frontiÃ¨res

La prÃ©servation et la protection du patrimoine ne se limitent pas Ã la restauration des sites ou lâ€™installation dâ€™un grillage et de gardiens. En clair, le patrimoine ne peut Ãªtre protÃ©gÃ© par lâ€™unique action du ministÃ¨re de la Culture et a besoin de lâ€™implication dâ€™autres secteurs, telles les forces de sÃ©curitÃ© qui sont plus aptes et mieux Â«armÃ©esÂ» pour lutter contre les actions destructrices menaÃ§ant notre patrimoine : le vol et le trafic dâ€™objets patrimoniaux. Conscients de la nÃ©cessitÃ© de cette collaboration, les ministÃ¨res de la Culture, de la DÃ©fense nationale, de lâ€™IntÃ©rieur et des Finances ont joint leurs compÃ©tences. Câ€™est ainsi que des cellules et des brigades spÃ©cialisÃ©es dans la lutte contre le trafic de piÃ¨ces et objets patrimoniaux ont Ã©tÃ© mises en place au niveau de la Gendarmerie nationale, de la SÃ»retÃ© nationale et des Douanes algÃ©riennes. Dans un premier temps, les Ã©lÃ©ments de ces brigades ont Ã©tÃ© formÃ©s par les experts du ministÃ¨re de la Culture avec lesquels ils travaillaient en Ã©troite collaboration Ã la reconnaissance des objets et piÃ¨ces. Mais cette formation, incomplÃ¨te et insuffisante, sâ€™inscrivait dans le long terme et Ã©tait appelÃ©e Ã sâ€™affiner.
Câ€™est dans ce cadre quâ€™un sÃ©minaire de formation sur Â«la lutte contre le trafic illicite du patrimoine culturel nationalÂ» est organisÃ© Ã Alger par la Direction gÃ©nÃ©rale de la SÃ»retÃ© nationale (DGSN), en collaboration avec le ministÃ¨re de la Culture au profit de la police judiciaire et de la police des frontiÃ¨res, qui, avec les Douanes, sont le dernier sas de sÃ»retÃ© pouvant empÃªcher la sortie des piÃ¨ces archÃ©ologiques du territoire national, leur rÃ©cupÃ©ration et rapatriement Ã©tant rendus plus difficiles, voire impossibles si les piÃ¨ces finissent dans des collections privÃ©es.
A ce titre, la ministre de la Culture, Mme Khalida Toumi, qui a ouvert ce sÃ©minaire samedi dernier, se fÃ©licitera de cette coordination entre son ministÃ¨re et les diffÃ©rents corps de sÃ©curitÃ© et les Douanes qui a permis la rÃ©cupÃ©ration de 970 piÃ¨ces archÃ©ologiques Ã ce jour. Tout en soulignant lâ€™apport de cette collaboration, la ministre militera pour son intensification afin de faire barrage Ã ce trafic qui est lâ€™Å“uvre de rÃ©seaux transfrontaliers bien organisÃ©s et Ã©quipÃ©s. Pour preuve, des piÃ¨ces sorties du territoire algÃ©rien se sont retrouvÃ©es dans des musÃ©es Ã©trangers. Lâ€™existence dâ€™une piÃ¨ce archÃ©ologique aux Etats-Unis et de deux autres en France, volÃ©es en 1985 du musÃ©e dâ€™Oran et qui Ã ce jour nâ€™ont pas Ã©tÃ© restituÃ©es, Ã©voquÃ©e par la ministre, en est un exemple.
Par ailleurs, Mme Toumi a indiquÃ© que des Â«inventaires des biens culturels sont dressÃ©s actuellement selon les normes internationales en vigueur pour la protection du patrimoine culturel de toutes formes de pillageÂ». Ces inventaires serviront de bases de donnÃ©es pour les diffÃ©rentes brigades et cellules de lutte contre le trafic des piÃ¨ces archÃ©ologiques. A ce titre, la Gendarmerie nationale sâ€™est dÃ©jÃ dotÃ©e dâ€™un logiciel oÃ¹ sont listÃ©es toutes les piÃ¨ces inventoriÃ©es, les descriptions des piÃ¨ces volÃ©es, leur valeurâ€¦ La base de donnÃ©es de ce logiciel, dont seront Ã©quipÃ©es toutes les brigades de gendarmerie spÃ©cialisÃ©es, sera enrichie au fur et Ã mesure. Pour sa part, le reprÃ©sentant de la DGSN a soulignÃ© lâ€™importance de cette formation de 30 jours qui permettra aux policiers de dÃ©couvrir les moyens et mÃ©thodes pouvant leur permettre de mieux protÃ©ger le patrimoine national. Tout en appelant Ã un Â«contrÃ´le rigoureuxÂ», particuliÃ¨rement au niveau des frontiÃ¨res, le responsable assurera que les officiers en charge de la prÃ©servation du patrimoine bÃ©nÃ©ficieront de cycles de formation thÃ©oriques

et pratiques. Dans ce cadre, il est prÃ©vu lâ€™organisation, en 2008, dâ€™un sÃ©minaire international sur la lutte contre le trafic des piÃ¨ces archÃ©ologiques.

H. G.

Posté par : alger-culture, le December 03 2007 14:24:22